

«La formation postgraduée est un devoir public»

Werner Bauer est depuis peu président du nouvel Institut suisse pour la formation médicale postgraduée et continue ISFM. Il veut une formation postgraduée de haute qualité et bien structurée. Mais ce qu'il veut surtout, c'est renforcer la réputation de la formation postgraduée en Suisse. Tous les acteurs doivent considérer cette tâche comme déterminante pour l'avenir de la médecine.

Catherine Aeschbacher, rédactrice en chef du Journal ASMAC, s'est entretenue avec Werner Bauer, président de l'ISFM. Photos: Martin Guggisberg



Pouvez-vous nous décrire votre propre formation postgraduée en trois mots?

Werner Bauer: J'ai vécu ma formation postgraduée premièrement comme exigeante et deuxièmement comme hautement intéressante. Et troisièmement, j'ai été marqué par les personnalités de certains médecins-chefs.

Qu'est-ce qui a le plus changé depuis lors?

La charge de travail a certainement baissé en raison de la loi sur le travail, c'est probablement le changement le plus marquant. Ensuite, les hiérarchies dans les hôpitaux sont devenues plus plates. Auparavant, de nombreuses cliniques étaient dirigées par de véritables «patrons».

Comment considérez-vous ces changements?

Cette évolution était inévitable, vu que les conditions de vie ont changé d'une manière générale et que la médecine ne peut pas survivre comme îlot intemporel dans une société en mutation. Il y a bien sûr aussi des aspects négatifs. Aujourd'hui, il n'est presque plus possible d'acquérir dans le cadre du temps disponible la même expérience médicale que celle que nous avons acquise par le passé.

Vous approuvez donc ceux qui disent que la formation postgraduée souffre de la réduction du temps de travail?

Je ne pense pas qu'elle s'est détériorée d'une manière générale. Nous devons analyser de façon nuancée les plaintes de certaines disciplines invasives. Là où elles sont justifiées, il faut se demander comment la compétence peut malgré tout être acquise. Je suis actuellement en contact avec des responsables de la formation postgraduée en Suisse et à l'étranger. Tous s'accordent à dire qu'il est devenu difficile d'atteindre, durant le temps de formation postgraduée régulier, le même degré de compétence que par le passé à cause de la réduction du temps de travail. Il faut donc mieux structurer la formation postgraduée et l'adapter à l'activité de fourniture de prestations des assistants et assistants pour obtenir une qualité équivalente.

La tendance semble indiquer une spécialisation accrue au sein même des différentes disciplines. Il faut donc par exemple choisir rapidement si on veut devenir pédiatre hospitalier ou en pratique privée. Faut-il aujourd'hui avoir un objectif très concret déjà après le passage de l'examen fédéral?

Cette tendance s'accroît, même si je le regrette personnellement. Il faut s'attendre à ce que les grands choix soient déjà faits durant les études. A l'avenir, il faudra probablement décider très tôt si on veut se consacrer à la recherche, travailler dans un hôpital ou par exemple entamer une carrière de médecin de premier recours. Bien sûr qu'un changement restera même possible après quelques années,

Biographie express

Le D^r méd. Werner Bauer est spécialiste en médecine interne et en oncologie médicale. Il a été président du Collège de médecine de premier recours, de la Société Suisse de Médecine Interne et de la European Federation of Internal Medicine (EFIM). Pendant près de 30 ans, il a dirigé son propre cabinet à Küsnacht qu'il a maintenant transformé en cabinet de groupe. Depuis juin 2010, il est président de l'Institut suisse pour la formation médicale postgraduée et continue (ISFM).

toutefois moyennant une charge de travail correspondante.

La discussion concernant le financement de la formation postgraduée est actuellement en cours. A votre avis, qui doit assurer son financement?

Ce qui est sûr, et tous les acteurs sont d'accord sur ce point, c'est que la formation postgraduée est une tâche publique essentielle. L'exécution incombe aux hôpitaux et aux formateurs. Se pose

graduée. Les chiffres varient énormément.

Voyez-vous une solution optimale?

A mon avis, la formation postgraduée est un devoir public. Les cantons doivent soutenir en conséquence les hôpitaux qui proposent de bonnes offres de formation postgraduée. Et il faut absolument éviter que des postes de médecins-assistants soient supprimés ou que la qualité baisse.

Venons-en à la qualité. Les instruments actuellement disponibles pour contrôler la qualité des établissements de formation postgraduée sont les questionnaires ainsi que les visites. Sont-ils suffisants?

J'aimerais tout d'abord préciser, eu égard à mes réponses spontanées, que je suis encore en train de me familiariser avec la matière. Il s'agit de deux bons instruments qui peuvent cependant encore être améliorés. Pour ce qui est des visites, nous essayons maintenant d'améliorer le «post-traitement». Comment pouvons-nous assurer la mise en œuvre des recommandations? J'ai participé à certaines visites. Elles étaient le plus souvent intéressantes et constructives. Bien sûr que pas tous les médecins-chefs ont la même attitude positive face aux visites. Certains les considèrent comme pénibles ou même comme une marque de défiance.

Pourquoi les médecins-chefs peuvent-ils refuser certains visiteurs?

Nous pourrions bien sûr décider de la composition des équipes de visite. Mais comme la Suisse est un petit pays et que presque tout le monde se connaît, nous voulons éviter que des considérations personnelles influencent les visites. Sinon, un médecin-chef pourrait relativiser les résultats en faisant remarquer que la visite avait pour seul but de trouver quelque chose à redire. A ma connaissance, le problème ne se présente que rarement. Là où l'ISFM a vent de difficultés, il peut ordonner des visites et dans le pire des cas déclasser l'établissement de formation postgraduée.

Huit heures par semaine devraient être réservées pour la formation postgraduée.

Est-ce que cela correspond à la réalité ou s'agit-il d'un vœu pieux?

Je trouve la formule 50 – 8 – 42 bonne. Elle est d'ailleurs reconnue par toutes les parties. Il est probable que la mise en pratique ne soit pas possible partout. Elle dépend notamment de la taille de l'établissement de formation postgraduée. Les grands hôpitaux peuvent plus facilement proposer une formation postgraduée structurée que ceux de plus petite taille.

Quels sont vos principaux objectifs?

Nous devons d'une manière générale adapter continuellement la formation postgraduée – tout comme la formation prégraduée et continue – aux changements et aux exigences de la médecine et de la société. Le développement doit se faire en collaboration avec les facultés et les sociétés de discipline médicale.

Il faut tout d'abord garantir le financement de la formation postgraduée. La qualité ne doit pas souffrir, malgré la pression sur les coûts et sur la durée de travail. D'autre part, je veux mieux connaître et optimiser les instruments dont nous disposons. Et finalement, il s'agit de positionner l'ISFM et de renforcer sa notoriété.

Vous allez par conséquent lancer une campagne d'information?

Cela fait assurément partie des mesures à prendre. Je veux surtout que l'ISFM se profile par son activité et ses manifestations. Nous examinons actuellement si nous voulons proposer des cours par exemple de didactique, de technique de présentation, de communication/rhétorique, de leadership/management pour les jeunes cadres. Un point qui est très important pour moi, c'est de renforcer fondamentalement la valeur de l'enseignement. Comme dans les pays anglo-saxons, le «teaching» devrait également revêtir une grande importance en Suisse. Les formateurs doivent considérer la transmission des connaissances et du savoir-faire comme indispensable pour leur profession et comme facteur clé dans leur carrière. Car finalement, c'est dans la formation postgraduée que réside l'avenir et la qualité du corps médical. □



maintenant la question de savoir qui doit supporter les coûts. Les pouvoirs publics devront finalement – sous quelque forme que ce soit – prendre en charge le financement. Les hôpitaux doivent recevoir les incitations correspondantes et être récompensés pour des offres de formation postgraduée de bonne qualité. Les médecins en formation apportent déjà aujourd'hui leur contribution par une durée de travail prolongée. Les institutions concernées sont maintenant en train d'élaborer des solutions et ont mis en place une plate-forme à cet effet (cf. Journal ASMAC 5/10). Ce qui m'étonne, c'est à quel point les avis des différents représentants divergent. Cela va de ceux qui estiment que la question ne pose pas de difficultés jusqu'à ceux qui la considèrent comme hautement problématique. De telles divergences d'opinion sont également constatées en ce qui concerne les coûts supposés de la formation post-